

Débat public EPR « Tête de série » Lyon, le jeudi 3 novembre 2005

-- Synthèse --

Sur scène :

Pour la CPDP EPR « Tête de série » : Jean-Luc MATHIEU, Président, Michel COLOMBIER, Roland LAGARDE, Annie SUGIER

Pour EDF : Joël DOGUE, Directeur du projet EPR Flamanville 3, Bernard SALHA, Directeur de l'Ingénierie Nucléaire, Claude JEANDRON, Directeur Adjoint de l'Environnement.

Principes du débat public

Jean-Luc MATHIEU

Président de la Commission particulière du débat public EPR

La mission de la CPDP (Commission particulière du débat public) est d'organiser le débat en toute neutralité. A ce titre, ses membres, garants de l'information générale du public, ont signé une charte déontologique. L'équipe réunit les compétences nécessaires pour réagir au document d'EDF et accompagner les travaux des acteurs concernés (administrations, entreprises, associations). Les principaux axes issus des 21 réunions publiques seront rapportés au terme du débat.

Le projet présenté est approfondi. Il laisse néanmoins place au débat. Nous veillerons à donner la parole, équitablement, au maximum de personnes. Le présent débat résulte d'une longue phase de préparation. Les différents acteurs du projet ont produit des cahiers. Des éléments de controverse ont été étudiés et donneront lieu à des réunions publiques thématiques.

Le dossier EPR d'EDF est inscrit géographiquement à Flamanville, dans la Manche. Il paraît donc logique que les habitants de cette région bénéficient d'un débat public (7 réunions). Cependant, le projet porte sur une tête potentielle de série. L'EPR pourrait ainsi remplacer tout ou partie des éléments de production nucléaire EDF. C'est pourquoi la CPDP a souhaité un débat d'envergure nationale.

Les réunions publiques s'ouvrent aujourd'hui et s'achèveront le 18 février. Certaines seront généralistes, d'autres thématiques. Lors de ces réunions thématiques, le journaliste Paul de Brem les introduira par une synthèse des ateliers thématiques. Une session commune avec la commission gérant le débat sur les déchets de haute activité et de longue vie sera organisée à Caen.

Le projet EPR

Joël DOGUE

Directeur du projet EPR Flamanville 3 chez EDF

Notre projet porte sur la troisième unité de production nucléaire du site de Flamanville, construite à partir du réacteur EPR (réacteur à eau pressurisée européen).

Actuellement, 78% de l'électricité consommée en France est produite à partir des 58 réacteurs nucléaires, qui devraient fonctionner jusqu'en 2020. Nous devons préparer cette échéance en disposant d'un réacteur tête de série, homologué et testé en France pour, potentiellement, remplacer les installations existantes en fin de vie.

Trois éléments dominent le contexte :

- d'ici 20 ans, la moitié des outils de production électrique en Europe sera à remplacer : EDF dispose d'une compétence à valoriser ;
- tous les pays travaillent à la réduction des émissions de CO₂ : le nucléaire ne produit pas de gaz à effet serre ;
- la facture pétrolière augmente constamment et durablement : le nucléaire n'en dépend pas.

Dans ces conditions, le Parlement français a promulgué récemment une loi programme, articulée autour de la maîtrise de la demande d'énergie, du développement des énergies renouvelables et du maintien de l'option nucléaire.

La construction d'une centrale EPR dure 5 ans. Avant de lancer une série, nous souhaitons disposer d'un réacteur testé en 2015. Notre objectif, au terme du débat, si la décision est prise, est de démarrer le chantier fin 2007, pour une mise en service en 2012.

EDF est propriétaire des terrains de Flamanville, déjà terrassés pour accueillir quatre unités de production. Parallèlement, le Cotentin s'est porté candidat. Un tel chantier mobilise environ 2 000 personnes sur 5 ans et 300 familles pendant 60 ans pour l'exploitation.

Un film EDF, présentant les étapes de construction du projet, est projeté.

Débat

Jean-Luc MATHIEU

Il sera répondu à toutes les questions. Certaines ont été tirées au sort et recevront une réponse orale aujourd'hui. Les autres feront l'objet d'une réponse écrite ultérieure.

René WALDMAN

Comment le débat public sera-t-il conclu ?

Jean-Luc MATHIEU

Il s'achèvera, en mars 2006, par un rapport de la CPDP, qui résumera les opinions essentielles recueillies (réunions, site internet, numéro azur). EDF devra ensuite informer des éléments retenus.

Monsieur SORIN, SFEN

La Société Française d'Énergie Nucléaire (SFEN), associée aux travaux de la CPDP, estime que, dans le contexte actuel, disposer d'un important programme nucléaire permettant de produire l'essentiel de l'électricité constitue un atout pour la France. En effet, cela protège le pays des aléas internationaux et concrétise la possibilité de maintenir ouverte la voie nucléaire. C'est pourquoi nous approuvons le projet EPR, qui constitue un des produits les plus avancés sur le marché électronucléaire mondial. Il paraît primordial, dans la perspective de renouvellement du parc, de disposer de l'expérience apportée par une tête de série.

Monsieur BELLET, CFDT

L'enjeu de ce projet pour la région Rhône-Alpes est important : 100 000 emplois sont concernés, notre territoire concentre 14 des 58 unités du parc électronucléaire français. Selon nous, ce débat doit prendre en compte la politique de maîtrise énergétique, la diversification des modes de production et le maintien de toutes les options. Compte tenu de la dimension emplois de l'EPR, il est essentiel qu'une entreprise française maîtrise cette technologie. Cependant, Il sera nécessaire de construire le nombre minimum de centrales EPR afin de ne pas saturer les besoins futurs. Les recherches pour la mise au point des générations suivantes devront être poursuivies et accompagnées d'un large débat public. Notre choix du nucléaire est affirmé sans enthousiasme, avec raison. L'avenir passe également par la protection de l'environnement, la diversification des consommations d'énergie, la maîtrise des risques et la régulation des marchés.

Henri NOEL, Lissieu (69)

Le coût de la production nucléaire est-il performant ?

Joël DOGUE

Actuellement, la référence technico-économique est le cycle combiné gaz, si le prix de ce dernier est stable. Le coût de l'EPR est de 43 euros/MWH. Pour être équivalent, le prix du gaz devrait être de 4 dollars par million de BTU, soit 30 dollars le baril de pétrole. Il coûte aujourd'hui 60 dollars.

Bernard SALHA

Le prix de l'électricité en Italie, qui a choisi de sortir du nucléaire et dont le parc est composé de fuel et de gaz, est le double du nôtre. D'autres pays européens présentent des coûts comparables aux nôtres, avec des moyens énergétiques différents.

Pierre GERARD, Lyon

Quelles sont les potentialités de l'EPR français sur le marché mondial ?

Bernard SALHA

Jusqu'en 2015, le potentiel identifié est de 6 réacteurs aux USA, 4 en Chine et 2 en Inde.

Jean-Pierre GABRIEL, Monceau les mines (71)

Confirmez-vous une production industrielle française ? Qu'est-il envisagé en termes de transferts des compétences ? La CGT a formulé des propositions et s'est déclarée favorable à un rapprochement entre les différents acteurs sur ces questions.

Bernard SALHA

La réalisation de la chaudière nucléaire de l'EPR sera confiée à Framatome. Le reste, soit les deux tiers des investissements, sera soumis à appels d'offres. Un des buts du projet est de préparer l'avenir. Nous sommes soucieux de la pérennisation des compétences par l'implication de jeunes.

Patrick HENRIOT, Saint-Pierre de Bœuf (42)

Il n'est pas certain que la cuve soit fabriquée par Framatome. En outre, quelles sont les garanties d'EDF en matière d'emplois de main d'œuvre locale et de qualité de vie des intervenants ?

Bernard SALHA

Le plus important tronçon de la cuve sera fabriqué au Japon. Les autres éléments, l'usinage et le montage seront réalisés en France. Environ 2 000 personnes, dont une partie importante sera issue du Cotentin, seront employées sur le site lors de la construction. Nous veillerons à l'accueil des familles des salariés.

Monsieur OLIVIER, Lyon

Qu'en est-il de la résistance de l'EPR face à un impact aérien ?

Joël DOGUE

Cette dimension a été intégrée dès la conception de l'EPR. Les parties liées à la sûreté du réacteur, les épaisseurs de béton ont été renforcées. Le projet a également été révisé après le 11 septembre.

Ces éléments sont classés secret défense par les pouvoirs publics pour protéger d'éventuels actes intentionnels pouvant porter atteinte à la sécurité des ouvrages.

Annie SUGIER

Des associations se sont retirées du débat pour cette raison. Il est nécessaire de construire la confiance. Une convention signée avec EDF permet aux acteurs d'avoir accès à des informations classées secret industriel.

Monsieur PARIS, MEDEF

Un groupe de travail sur l'avenir énergétique de Rhône-Alpes a été mis en place. En effet, notre région est la première productrice et consommatrice française. Il s'agissait de proposer des solutions pour maintenir cette position. Nous avons conclu qu'il fallait remplacer les réacteurs actuels par des modèles de troisième génération. Economiquement, l'électricité produite par l'EPR est moins coûteuse que les autres, soumises au prix du pétrole. Dans ces conditions, la seule solution est d'investir dans le nucléaire.

Monsieur MAUDUIT, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

Je suis pro-nucléaire et pour l'EPR. En effet, un emploi dans l'industrie en crée le triple à l'extérieur. Rhône – Alpes dispose de 15 des 51 pôles de compétitivité français. Nous excellons dans le nucléaire. Serions-nous assez sots pour laisser partir cette activité, ce qui serait synonyme de mort de nos grandes écoles et de notre recherche ? Nous devons créer autour d'elle. Le temps est venu de travailler ensemble, en étant prudents.

Jean BARRAT, CGT

La CGT rappelle la nécessité de mettre en place un panier nucléaire pour assurer les besoins à long terme. Le nucléaire constitue une énergie d'avenir en raison des exigences environnementales. Son développement est nécessaire *via* la recherche. Le chantier EPR doit être exemplaire en termes de droits des salariés. Le nucléaire est une technologie éprouvée dans laquelle notre pays est *leader* mondial et dispose de compétences. Les départs massifs en retraite représentent un danger. La France a conservé des outils industriels opérationnels, qu'il faut maintenir et développer. Flamanville doit être un succès. Attention toutefois à la privatisation, néfaste à la sécurité énergétique et à la sûreté nucléaire.

Anne-Laure MAIGROT, Bron (69)

Quels sont les risques du nucléaire sur l'environnement et la santé ?

Yves GARCIER, Directeur de la Prévention et de la Protection des Travailleurs

L'Homme et l'Environnement sont exposés quotidiennement à la radioactivité naturelle, qui n'est pas dangereuse. En revanche, à forte dose, elle peut l'être et provoquer différentes pathologies.

Nicolas PENEL, licencié de biologie, membre des Verts (69)

Ce médecin oublie le rayonnement et la contamination.

Quelles sont les solutions alternatives au nucléaire ?

Jean-Luc MATHIEU

Des documents sont à votre disposition sur ce thème.

Monsieur SORIN

En remplaçant le nucléaire par le gaz, nous devrions importer annuellement pour 25 milliards d'euros de gaz pour obtenir une production d'électricité identique. Parallèlement, les 6 milliards d'euros d'exportation disparaîtraient. Sur un plan stratégique, sortir du nucléaire signifie utiliser des combustibles fossiles, en voie d'épuisement dans les prochaines décennies.

Claude JEANDRON

La France est aujourd'hui moins émettrice de gaz à effet de serre que d'autres pays en raison de son *mix* énergétique. EDF est convaincue qu'il existe une place pour le nucléaire, mais aussi pour le maintien de l'hydraulique et le développement des renouvelables. L'annonce récente d'investissements dans l'éolien en est une preuve.

Monsieur GUIGNARD, DRIRE Rhône Alpes

La DRIRE s'assure que les projets présentés suivent une procédure normale : présentation, enquête publique, autorisation, vérification des règles de sécurité de la construction et de l'exploitation.

Monsieur RAFALOVITCH, médecin

Depuis deux siècles, nous vidons la Terre de ses réserves. D'ici quelques générations, l'Homme ne pourra plus vivre confortablement. Il nous reste deux décennies pour inverser cette tendance. Les écologistes préconisent la baisse de notre consommation d'énergie. Il ne s'agit pas d'argent, d'emplois, de fierté nationale, mais de l'avenir de l'Humanité. Le nucléaire n'est pas une solution.

Monsieur LAMY, Lyon (69)

Quid des déchets nucléaires ?

Joël DOGUE

Nous devons tous nous mobiliser sur les économies d'énergie. EDF y souscrit. L'épuisement des réserves est un enjeu majeur. Le projet EPR laisse la possibilité de décider du renouvellement du parc à l'horizon 2015.

Les déchets à vie longue de l'EPR seraient conditionnés dans des verres inertes entreposés sur le site COGEMA de La Hague, en attendant les décisions émanant du débat actuel.

Monsieur DOREY

Je m'interroge quant à l'opportunité du projet. Nous avons besoin de centrales nucléaires. Nous avons des réserves de combustibles pour 70 ans environ. Que ferons-nous ensuite ? Ne serait-il pas souhaitable de réfléchir à d'autres formes d'énergie ?

Joël DOGUE

Il convient effectivement de penser à l'avenir, à la continuité de la production actuelle, à travers les réacteurs de génération 3, en renouvelant le parc actuel avant l'épuisement des réserves. Le projet EPR est donc nécessaire. Néanmoins, EDF est impliquée au « Forum génération 4 », qui réunit de grands pays sur la production nucléaire à long terme. Six projets sont à l'état de prototype ou de recherche. Ils seront réalisés à l'horizon 2040. D'où la nécessité de remplacer les centrales actuelles par des projets de type EPR.

Par ailleurs, le caractère géopolitique des réserves énergétiques est prégnant, les réserves étant éminemment concentrées dans certaines régions du globe. En revanche, les réserves d'uranium sont relativement réparties uniformément sur différents continents. En outre, le nucléaire ne représentant pas la part prépondérante de production d'électricité dans le monde, la recherche d'uranium a été arrêtée depuis longtemps. Aujourd'hui, les réserves qui sont identifiées permettront une consommation pour 60 à 100 ans, mais elles sont moins sensibles aux problèmes géopolitiques et donc moins soumises aux crises. En outre, si nous reprenons les recherches, les quantités peuvent être multipliées par quatre ou cinq. Il existe donc un potentiel réel sur les 100 ou 200 prochaines années.

Monsieur FAUCHERE

Quels sont les engagements quant aux réacteurs de quatrième génération ?

Bertrand BARRET, CEA

La troisième génération de réacteurs se définit par une continuité technologique, le retour d'expérience de la deuxième génération et la prise en compte d'exigences supplémentaires de sûreté (risque de fusion moindre, relâchement massif de radioactivité à l'extérieur de la centrale évité). Des besoins nouveaux se profilent, notamment celui de mieux utiliser la matière. Actuellement, on extrait 1% de l'énergie contenue dans le minerai d'uranium. La quatrième génération permettra d'utiliser les 99% restant. Les premiers démonstrateurs seraient opérationnels en 2025, avec une commercialisation débutant en 2040.

Monsieur BONDUELLE

Comment viser précisément le nombre de réacteurs commandés ?

Bernard SALHA

Nous ne pouvons pas prendre le risque que l'option nucléaire ne soit plus ouverte. L'EPR en apporte l'assurance. Parallèlement, nous menons des études sur le prolongement de la durée de vie

des centrales. Enfin, nous préparons l'avenir lointain avec des efforts de recherche et développement.

Monsieur GUIGNARD, DRIRE Rhône Alpes

L'autorité de sûreté nucléaire n'a aucun engagement quant à la durée de vie des centrales. Celles-ci font l'objet d'inspections périodiques et décennales, qui permettent de décider d'une prolongation du fonctionnement. En Rhône-Alpes, 110 inspections sont réalisées annuellement sur les 14 centrales. En outre, neuf démantèlements sont conduits actuellement.

Monsieur ACKET, Association « Sauvons le climat »

Nous attirons l'attention sur l'effet de serre. En ce sens, nous préconisons des économies d'énergie en mettant l'accent sur les énergies renouvelables thermiques. Il est indispensable que le nucléaire maintienne, voire augmente, sa position actuelle. Nous soutenons donc l'EPR et nous inquiétons de la multiplication des constructions de centrales au gaz. Selon nous, sortir du nucléaire signifie renforcer le gaz, puis le charbon.

Monsieur SIGNORET

Est-il raisonnable d'augmenter la capacité de production pour l'exportation alors que la population endosse le risque nucléaire ?

Claude JEANDRON

L'exportation, en régression, représente 12% de la production. Il s'agit d'un solde import / export. Le système européen est interconnecté pour des raisons de sécurité d'alimentation. Il vaut mieux être exportateur qu'importateur.

Pierre LAMOTTE, psychiatre

Le sujet du nucléaire doit rester dans la rationalité par rapport à l'ensemble des risques que nous courons quotidiennement. Or, le nucléaire plombe la raison des différentes parties.

Monsieur RAFALOVITCH, médecin

L'énergie nucléaire cause indéniablement des dégâts. Nous sommes obligés de dramatiser puisque les informations sensibles sont classées secret défense.

Un participant

Ce débat est-il vraiment public ? Selon moi, un référendum serait nécessaire.

Jean-Luc MATHIEU

Je vous propose de clore cette réunion. Je m'engage à répondre à toutes les questions posées. Je vous remercie d'avoir animé et participé à ce débat de façon courtoise et démocratique.

Index

Nous n'avons pu vérifier l'orthographe des noms et termes suivants.

ACQUET.....	8	GARCIER.....	5
BARRET.....	7	GUIGNARD.....	6, 8
BELLET.....	3	MAUDUIT.....	5
BONDUEL.....	7	PENEL.....	5
DEBREME.....	4	RAFALOVITCH.....	6, 8
Debrême.....	1	SIGNORET.....	8
DORAIS.....	7	SORIN.....	3, 6
FAUCHERE.....	7		